



Assemblée générale

Distr. générale
15 mai 2023
Français
Original : anglais

Soixante-dix-huitième session

Points 139 et 140 de la liste préliminaire*

Projet de budget-programme pour 2024

Planification des programmes

Mise en œuvre des projets financés par le Compte pour le développement : treizième rapport d'activité

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le Compte pour le développement est un programme du Secrétariat qui vise à renforcer les capacités des pays en développement dans les domaines prioritaires énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

On trouvera dans le présent rapport, soumis en application de la résolution [56/237](#) de l'Assemblée générale, des informations sur l'exécution des projets financés au moyen du Compte pour le développement depuis la présentation du douzième rapport d'activité ([A/76/87](#)), ainsi que des renseignements actualisés sur la gestion du Compte. Ce rapport doit être lu en parallèle avec le projet de budget-programme pour 2024 [voir [A/78/6 \(Sect. 35\)](#)].

* [A/78/50](#).



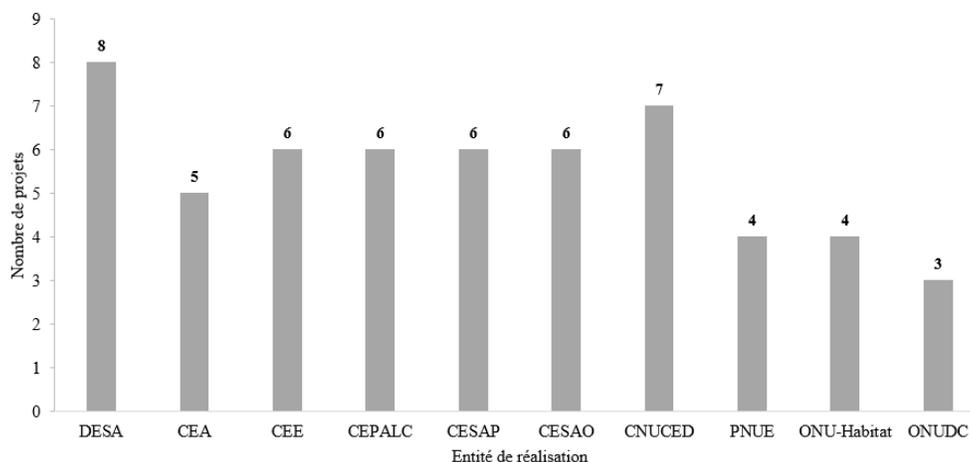
1. Le présent rapport rend compte des résultats et de la gestion du Compte pour le développement depuis la publication du douzième rapport d'activité (A/76/87). Il est présenté en application de la résolution 56/237 de l'Assemblée générale et de la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires tendant à ce qu'il soit soumis dans le cadre de la présentation du projet de budget-programme (voir A/57/7/Add.5 et A/58/7/Add.1 à 30). On trouvera tous les rapports d'activité précédents et des informations sur les différents projets, les fascicules du budget et les mandats correspondants sur le site Web du Compte (www.un.org/development/desa/da, en anglais seulement). Un récapitulatif de toutes les tranches du Compte pour le développement figure à l'annexe I du présent rapport. Des informations actualisées sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des projets des douzième, treizième, quatorzième et quinzième tranches sont données à l'annexe II.

I. Examen de la onzième tranche clôturée

A. Vue d'ensemble

2. La onzième tranche comprenait 55 projets, qui étaient exécutés par les 10 entités du Compte pour le développement (voir fig. I). C'étaient les derniers projets financés par le Compte à avoir été menés à terme. Leur exécution s'est déroulée dans des conditions difficiles dues à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui s'est déclarée au milieu de leur cycle quadriennal.

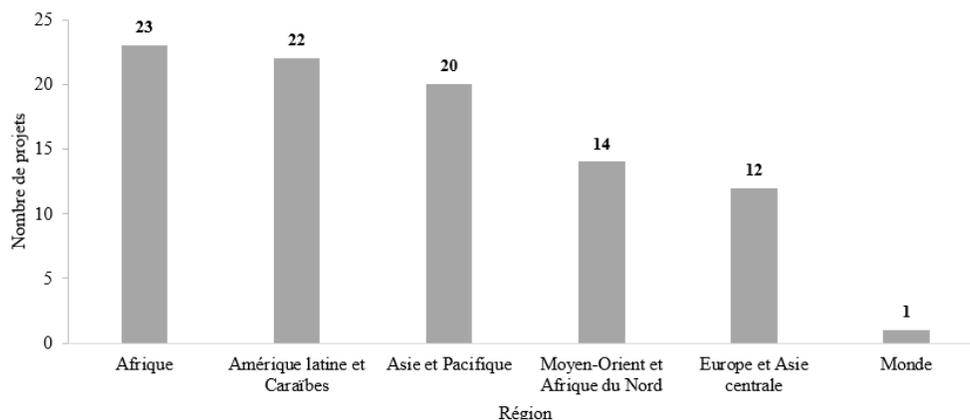
Figure I
Projets par entité de réalisation



Abbréviations : CEA = Commission économique pour l'Afrique ; CEE = Commission économique pour l'Europe ; CEPALC = Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes ; CESA0 = Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale ; CESAP = Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique ; CNUCED = Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ; DESA = Département des affaires économiques et sociales ; ONUDC = Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ; ONU-Habitat = Programme des Nations Unies pour les établissements humains ; PNUE = Programme des Nations Unies pour l'environnement.

3. En tout, 113 pays en développement et 14 pays à économie en transition ont reçu une aide au renforcement des capacités. Les régions qui ont bénéficié le plus des activités d'appui étaient l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, et l'Asie et le Pacifique (voir fig. II).

Figure II
Répartition régionale des projets

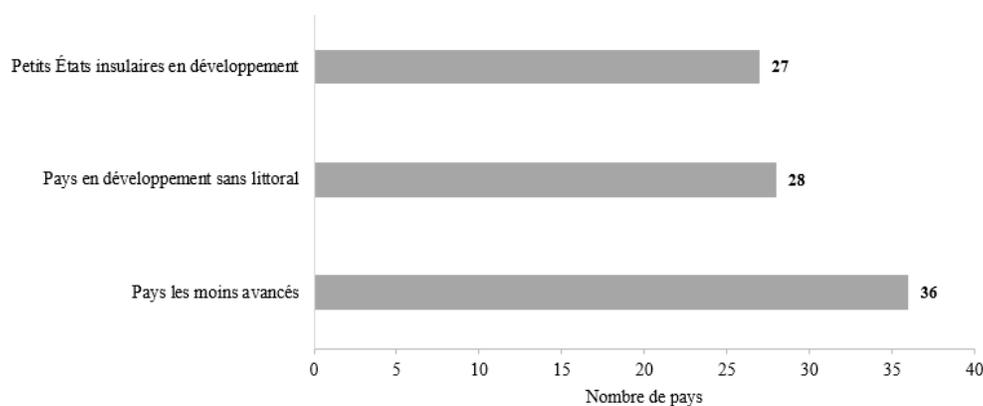


Note : Certains projets ont été exécutés dans plusieurs régions.

B. Appui fourni aux pays vulnérables

4. Pour la onzième tranche, l'accent a été notamment mis sur la fourniture d'un appui fort aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral et aux petits États insulaires en développement, plus de 80 % des projets concernant des pays appartenant à au moins l'une de ces catégories. Au total, 36 des 46 pays les moins avancés, 28 des 32 pays en développement sans littoral et 27 des 38 petits États insulaires en développement ont bénéficié des activités d'appui financées par le Compte pour le développement (voir fig. III).

Figure III
Appui fourni aux pays vulnérables, par catégorie



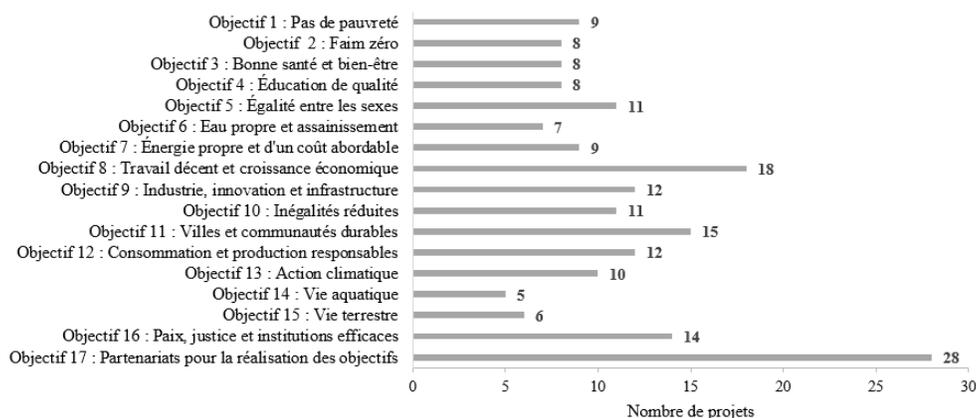
Note : Beaucoup de projets ont été menés dans des pays appartenant à différents groupes.

C. Appui à la réalisation des objectifs de développement durable

5. Tous les projets ont concouru à l'action des pays visant à réaliser les objectifs de développement durable. Ils ont contribué à l'avancement de nombreux objectifs, les objectifs 17 (Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser), 8 (Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous) et 11 (Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables) étant ceux le plus souvent visés (voir fig. IV).

Figure IV

Projets par objectif(s) de développement durable visé(s)

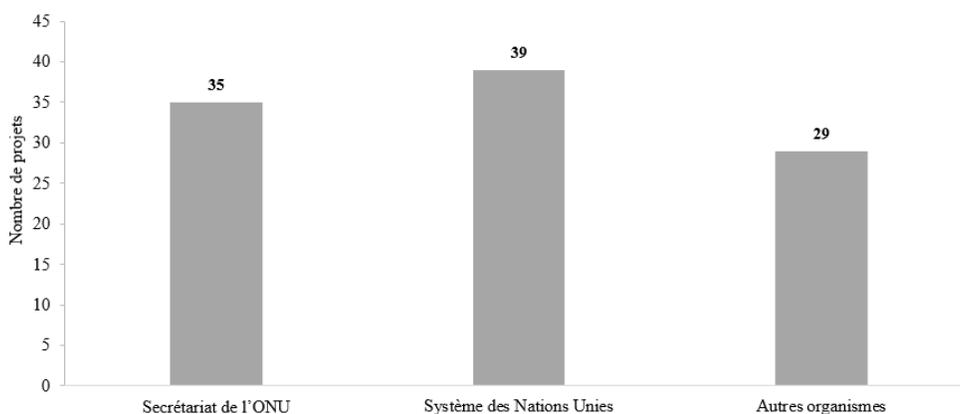


Note : Certains projets ont contribué à la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable.

D. Partenariats

6. Comme le montre l'importance accordée à l'objectif 17 dans les projets, la collaboration est un élément essentiel de tous les projets. Les entités de réalisation sont encouragées à concevoir et exécuter les projets en collaboration avec d'autres entités du système des Nations Unies et des entités extérieures. Les partenariats sont établis pour créer des effets de synergie, éviter des doubles emplois et garantir l'emploi rationnel et efficace des ressources allouées aux projets. La plupart des projets ont été exécutés dans le cadre de partenariats entre les entités de réalisation du Compte pour le développement qui relèvent du Secrétariat ou de partenariats avec des entités du système des Nations Unies. Plus de la moitié des projets ont également été exécutés en partenariat avec des organismes extérieurs (voir fig. V).

Figure V
Projets par catégorie de partenariat

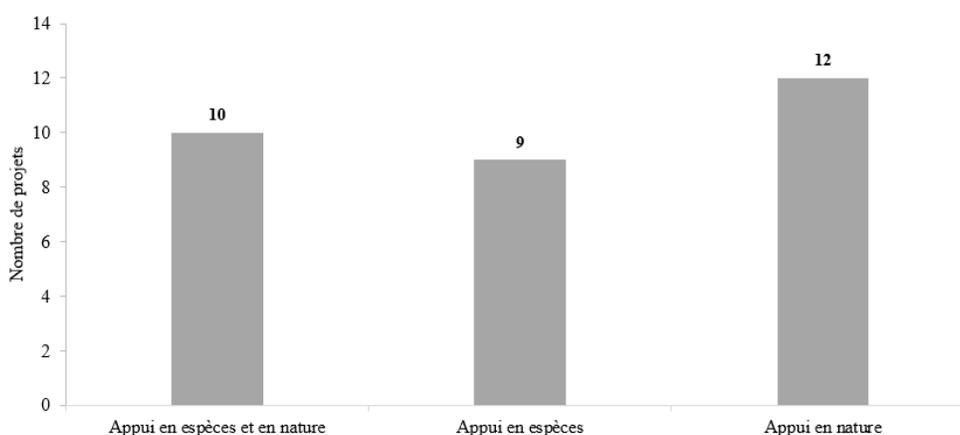


Note : Plusieurs projets ont été exécutés dans le cadre de partenariats de différentes catégories.

E. Appui financier et en nature

7. Grâce aux partenariats, les projets ont bénéficié des compétences spécialisées et des ressources des entités collaboratrices. Plus de la moitié des projets ont reçu un appui financier ou un appui en nature ou les deux venant compléter leur financement. Comme appui en nature, les partenaires ont mis à disposition des lieux de réunion et pris en charge les dépenses connexes, ou ont fourni du personnel, des moyens logistiques, des supports de formation et des contenus pour l'apprentissage en ligne (voir fig. VI).

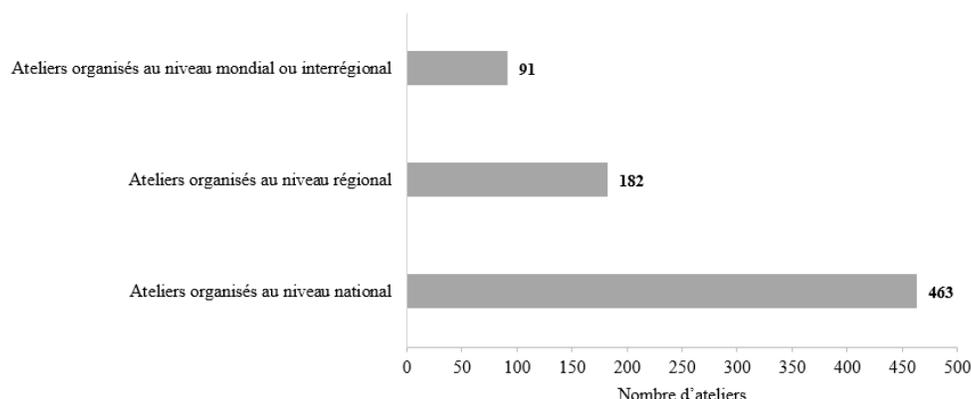
Figure VI
Projets ayant bénéficié d'un appui en espèces et en nature



F. Produits

8. On a organisé en tout 736 ateliers, auxquels ont participé près de 39 000 personnes. Environ 18 000 personnes ont participé à des ateliers organisés au niveau national, 12 000 à des ateliers tenus au niveau régional et environ 9 000 à des ateliers organisés au niveau mondial ou interrégional (voir fig. VII).

Figure VII
Ateliers organisés aux niveaux national, régional et mondial ou interrégional



9. En 2020, quand la pandémie de COVID-19 s'est déclarée et il n'était plus possible de voyager et de se réunir en personne, les projets ont dû être adaptés en fonction des nouvelles réalités afin que les activités d'aide au renforcement des capacités puissent se poursuivre. Environ la moitié des ateliers ont été tenus à l'aide de modalités numériques, soit en ligne soit selon une formule hybride (voir encadré).

Exécution des projets selon une formule hybride ou virtuelle

Pour exécuter les projets de la onzième tranche, outre des activités en personne, des travaux ont été menés en ligne, notamment l'apprentissage en ligne, la diffusion des connaissances et la communication avec les publics cibles à l'aide de moyens numériques comme la tenue d'ateliers virtuels ou hybrides, la mise en place de réseaux de praticiens et l'offre de cours numériques adaptés au rythme des apprenants. Les activités de renforcement des capacités ont été menées en ligne au moyen de diverses modalités, les plus courantes étant des ateliers virtuels ou hybrides. Au début de la pandémie, les ateliers se sont déroulés entièrement en ligne. À mesure que les restrictions liées aux déplacements et à la distanciation physique ont été assouplies, les ateliers ont peu à peu été organisés selon une formule hybride.

L'apprentissage en ligne a permis d'atténuer les difficultés posées par la pandémie et présente plusieurs avantages, notamment une plus grande facilité d'accès compte tenu des contraintes liées à la distanciation physique, au handicap, à l'emplacement géographique et à d'autres restrictions. Il facilite également l'accès aux supports de connaissances, aux bases de données et aux cours, notamment les webinaires qui ont bénéficié à un plus grand nombre de personnes que prévu. En plus, l'apprentissage à distance peut réduire les dépenses afférentes à la formation sur place, au transport et à l'hébergement, les modalités numériques permettant de faire des économies en ce qui concerne les ateliers, les voyages d'étude et les déplacements du personnel. En conséquence, les ressources d'apprentissage en ligne ont souvent été utilisées dans les sessions de formation organisées au niveau national et d'autres activités de coopération technique après l'achèvement du projet (reproductibilité), étant donné que les plateformes en ligne et d'autres informations restent accessibles.

Malgré ces avantages, la qualité des services Internet et l'accès aux ordinateurs sont inégaux, et ceux qui ont un accès limité, notamment les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables en zones rurales, sont défavorisés et ne tirent pas avantage de la formation virtuelle. Les clivages numériques entre les zones géographiques et les groupes de population font qu'il est difficile de rendre la participation aux activités d'apprentissage en ligne plus inclusive.

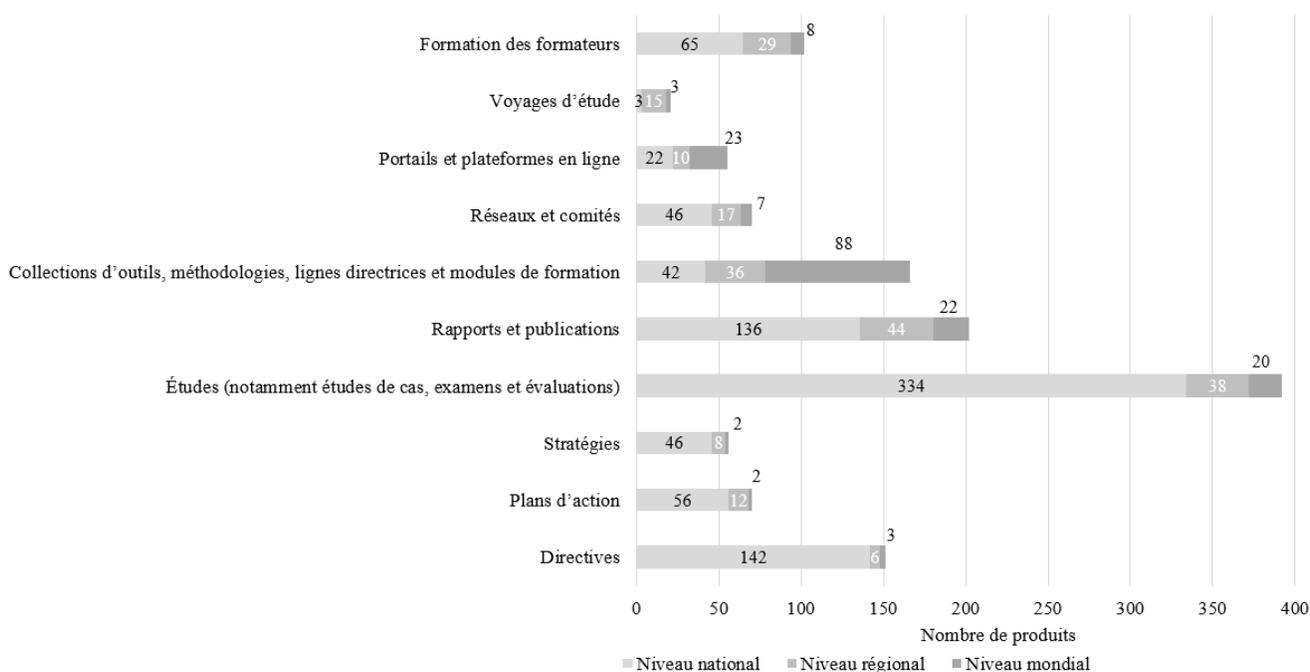
Le renforcement des capacités au moyen de l'apprentissage en ligne est difficile en raison notamment des problèmes de communication entre participants et formateurs, des logiciels de traduction et de la difficulté à maintenir l'attention des participantes et participants pendant toute la durée de la formation. Pour que les participantes et participants restent attentifs, la durée des réunions virtuelles ou hybrides doit être courte. En raison de cette contrainte, le contenu ne peut pas toujours être traité de manière aussi approfondie que dans les réunions en personne. Enfin, si les participantes et participants sont éparpillés dans plusieurs fuseaux horaires, les décalages horaires posent un très grand problème pour l'organisation de formations, de réunions virtuelles et d'ateliers multirégionaux. Compte tenu de ces contraintes, les réunions virtuelles doivent être envisagées comme venant compléter, et non remplacer entièrement, les réunions en présentiel.

La conception, la compilation et le lancement des cours numériques adaptés au rythme des apprenants doivent être minutieusement planifiés, ce qui requiert un éventail de compétences techniques, notamment des compétences informatiques et des connaissances thématiques spécialisées. L'organisation des ateliers hybrides exige encore plus de travail car il faut mener simultanément deux processus de préparation complètement différents. Les ressources financières nécessaires à la maintenance, à la mise à jour et à la gestion à long terme des cours numériques adaptés au rythme des apprenants doivent être soigneusement examinées. Enfin, le taux de réussite est plus faible pour certains cours adaptés au rythme des apprenants que pour d'autres formes de formation, ce qui entraîne un surcroît de travail d'observation et d'accompagnement personnalisé. L'utilisation des outils d'apprentissage en ligne nécessite une observation directe et un accompagnement personnalisé sur mesure.

L'apprentissage en ligne est devenu l'une des principales modalités d'exécution des projets financés par le Compte pour le développement. Le recensement des enseignements de l'expérience permettra d'améliorer continuellement la conception et l'élaboration des projets et en même temps de répondre aux besoins des États Membres. Pendant tout le temps où des restrictions liées à la pandémie étaient en vigueur, l'adoption de solutions numériques a renforcé la capacité et la volonté des parties prenantes de participer à des activités numériques et amélioré grandement les outils numériques utilisés dans les activités éducatives. Après la pandémie, les activités numériques qui font pendant à la formation et au perfectionnement en présentiel continueront de faire partie de la stratégie de renforcement des capacités. À partir de la quinzième tranche, pour être approuvés, tous les projets doivent comprendre un volet apprentissage en ligne. Des directives relatives à l'apprentissage en ligne ont été élaborées et diffusées sur le site Web du Compte pour le développement à cette fin (voir www.un.org/development/desa/da, en anglais seulement).

10. En plus des ateliers, 143 directives, 63 plans d'action et 46 stratégies ont été élaborés pour aider les États Membres à élaborer des politiques. Divers produits analytiques ont également été établis, dont 359 études, 163 rapports et publications et 122 collections d'outils, méthodologies, lignes directrices et modules de formation. En outre, 52 réseaux et comités et 47 portails et plateformes en ligne ont été créés. Pour promouvoir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire et l'apprentissage, 21 voyages d'étude ont été organisés. Enfin, 101 sessions de formation des formateurs ont été organisées à l'appui des États Membres (voir fig. VIII).

Figure VIII
Produits exécutés



II. Points forts de la réalisation des projets de la onzième tranche par entité

11. Conformément au thème retenu, les projets de la onzième tranche étaient axés sur l'appui aux États Membres aux fins du renforcement de la cohérence des politiques fondées sur des données factuelles, de l'intégration et de l'exécution participative du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à tous les niveaux. L'examen d'un projet exécuté par chacune des 10 entités du Compte pour le développement est présenté ci-après.

A. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

S'attaquer aux problèmes que rencontrent les personnes déplacées de force et les communautés qui les accueillent dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

12. L'une des conséquences des conflits est le grand nombre de personnes déplacées et de réfugiés. En 2016, il y avait 13 millions de réfugiés originaires de pays arabes,

en plus des 16 millions de personnes déplacées à l'intérieur de ces pays. Les personnes en situation de déplacement forcé et les collectivités d'accueil font face à d'énormes difficultés socioéconomiques, en plus des problèmes sur les plans écologique et politique et en matière de sécurité. Ce projet a été mis en place dans quatre pays de la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) qui comptent beaucoup de personnes en situation de déplacement forcé, l'objectif étant de renforcer la capacité des institutions publiques d'élaborer et d'appliquer des politiques de développement à long terme en faveur des déplacés et des collectivités d'accueil. L'une des activités fructueuses menées dans le cadre du projet a consisté à cerner les problèmes de développement à long terme découlant de la crise des déplacés de force et à élaborer des solutions politiques publiques pour réduire autant que possible la détérioration du capital humain des réfugiés. Une autre activité a consisté à recenser les mesures prises face à la COVID-19 dans plusieurs pays et à mettre au point des méthodes et des outils pour analyser leur efficacité à l'aide de sources de mégadonnées. En s'appuyant sur ses analyses et ses constatations, la CESAO a organisé à l'intention des participants de 12 pays de la région un atelier de formation sur l'exploitation des sources de mégadonnées pour l'évaluation et l'analyse des politiques dans les situations de crise. Par ailleurs, on a utilisé les économies réalisées sur les frais de voyage durant la pandémie pour mener une étude pilote sur la façon dont les nouvelles sources de données et les nouvelles méthodes d'analyse pouvaient aider à mieux comprendre les conditions de vie des réfugiés et des populations d'accueil dans un des pays visés. En collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le gouvernement de ce pays, la CESAO a utilisé les registres d'appels des opérateurs de téléphonie mobile dans le pays et élaboré une méthode d'exploitation des sources de mégadonnées pour l'évaluation et l'analyse des politiques dans les situations de crise. L'étude pilote, les recommandations et la méthodologie ont été présentées à d'autres pays dans la région de la CESAO et l'État participant à l'étude pilote a remporté en mai 2021 le prix du Sommet mondial sur la société de l'information, catégorie Éthique. Pour que le traitement des questions relatives aux mégadonnées prenne en compte et fasse prévaloir les principes éthiques fondamentaux, plusieurs réunions du Conseil pour l'orientation du développement et l'éthique ont été tenues avec la participation du HCR, d'autres entités des Nations Unies et des ministères compétents des pays visés.

B. Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Stratégie relative à la gouvernance de la sécurité en milieu urbain aux fins de la sécurité, de l'inclusion et de la résilience des populations

13. Il est de plus en plus reconnu que des sociétés inclusives, sûres et résilientes jouent un rôle déterminant dans le bien-être des personnes et contribuent fortement à la réalisation du développement durable tel qu'il est envisagé dans le Programme 2030. Deux guides sur l'évaluation de la gouvernance de la sécurité en milieu urbain ont été élaborés dans le cadre de ce projet pour aider les autorités locales et les parties prenantes nationales à déterminer les risques en matière de criminalité, de corruption et de santé, à les prévenir et à y faire face, ainsi qu'à mesurer les progrès accomplis sur les plans de la résilience et de la bonne gouvernance. Le guide initial donne des conseils généraux et pratiques sur la façon de mener une évaluation de la gouvernance de la sécurité en milieu urbain. Il a été adapté et révisé pour les situations d'urgence comme suite à la pandémie de COVID-19. À l'aide de ces guides, quatre évaluations ont été effectuées dans des villes partenaires sur trois continents. Dans le cadre de l'évaluation concernant une ville d'Amérique latine, une campagne a été lancée pour lutter contre la propagation du coronavirus 2019 et encourager l'adoption de mesures spéciales pour les groupes qui ne pouvaient pas rester chez eux en raison

de la nature de leurs activités économiques, comme les agents sanitaires, les agents de police et les agents des services de détection et de répression, ainsi que les travailleurs et travailleuses de l'économie informelle. Directement inspirée des conclusions de l'évaluation de la gouvernance de la sécurité, cette campagne visait à réduire les cas de violence domestique et de violence sexiste à l'égard des femmes et des filles. L'objectif du projet a été non seulement d'encourager l'adoption de mesures visant à lutter contre la propagation du nouveau coronavirus mais aussi de mettre en lumière une pandémie fantôme tenant au fait que de nombreuses victimes de violences domestiques se sont retrouvées, à cause des restrictions à la mobilité qui étaient imposées pour contenir la propagation du nouveau coronavirus, piégées chez elles et livrées aux mains de leurs agresseurs, sans pouvoir chercher de l'aide ou accéder à la justice.

C. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Transformations technologiques en Amérique latine : promotion de l'emploi productif et lutte contre les nouvelles formes d'emploi informel

14. Des formes anciennes et nouvelles d'emploi informel, liées à l'hétérogénéité des structures de production en Amérique latine et aux nouveaux types de relations employés-employeur fondés sur les nouvelles technologies, présentent un obstacle à la réalisation des objectifs de développement durable. Sept pays d'Amérique latine avaient fait de ces questions un volet essentiel de leur programme de développement, leur objectif étant de déterminer les solutions politiques permettant de réduire l'emploi informel et de se préparer aux difficultés que les nouvelles technologies présentent pour l'avenir de l'emploi. Ce projet offrait à ces pays d'importants instruments directifs pour ne laisser personne de côté. Plus précisément, les activités menées dans le cadre du projet ont permis de renforcer la capacité des sept pays visés d'élaborer des politiques publiques visant à réduire les formes existantes et nouvelles d'emploi informel et à exploiter les possibilités qu'offrent les nouvelles technologies pour créer des emplois décents. En raison des difficultés posées par la pandémie de COVID-19, les activités en personne qui avaient été prévues à l'origine ont dû être remaniées pour être menées en ligne. En tout 1 117 personnes ont participé aux activités organisées dans le cadre du projet, dont des séminaires régionaux, des ateliers nationaux, des sessions de formation et un voyage d'étude. Dans un des pays visés, le document contenant une analyse et des recommandations sur le travail numérique a été utilisé dans le débat national sur un nouveau projet de politique ; en 2022, ce pays a adopté une nouvelle politique nationale réglementant pour la première fois les conditions de travail des travailleurs et travailleuses des plateformes numériques. Les analyses effectuées et les recommandations formulées dans le cadre du projet ont également éclairé le débat sur de nouvelles réglementations dans deux autres pays. Dans un pays, trois nouvelles méthodologies ont été élaborées pour exploiter les données provenant de la première enquête sur les professions dans la région afin de mesurer les écarts en termes de compétences requises, de relier les aptitudes et compétences requises pour différentes professions avec l'enseignement et la formation offerts dans le pays et de mesurer les compétences numériques et le degré de préparation des travailleurs et travailleuses face à l'avenir de l'emploi. Dans un deuxième pays, l'aide fournie dans le cadre du projet a contribué à l'enregistrement systématique des données dans le registre public des travailleurs et travailleuses du secteur informel, à l'analyse de l'information et à la formulation de recommandations sur les mesures à prendre. Dans un autre pays, une étude a été entreprise à l'aide d'une méthode permettant d'évaluer le risque d'informalité au niveau infranational, étude qui a porté notamment sur la protection sociale des travailleurs et travailleuses du secteur informel et les nouvelles formes d'emploi informel liées à la pandémie de

COVID-19. On a également produit une étude de l'incidence de l'intelligence artificielle sur le marché du travail, qui donne des exemples concrets de la façon dont les nouvelles technologies peuvent être exploitées par les humains pour éviter les suppressions d'emplois et améliorer la productivité. Cette étude introduit un nouveau sujet pour les débats sur la politique des pouvoirs publics dans la région. La gestion du savoir a été un autre volet important du projet ; on a publié en ligne 23 documents, qui ont été téléchargés plus de 55 400 fois, et on a créé une page Web bilingue qui serait le répertoire permanent des produits et activités du projet, notamment les enregistrements des exposés en ligne sur des sujets tels que la méthode d'estimation de l'informalité du travail, et les contenus des documents directifs qui pourraient être utilisés dans des activités de diffusion ou de formation.

D. Commission économique pour l'Europe

Renforcement de la cohérence et de la viabilité des politiques et modèles nationaux de production et de consommation dans le cadre des échanges de produits agricoles Nord-Sud et Sud-Sud

15. Des milliards de tonnes de nourritures sont gaspillées chaque année à cause des problèmes systémiques et structurels dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire, comme les mauvaises techniques de stockage et de transport, ainsi que des règles strictes en matière d'exportation. Il en résulte des pertes de production et des pertes après récolte, des dégradations ou des rejets. La pandémie de COVID-19 a également eu des effets graves et tenaces sur les systèmes alimentaires. Les fermetures des frontières et les restrictions à l'importation dans beaucoup de pays ont entraîné une pénurie des denrées alimentaires et des ingrédients de base, et à cause de ce déséquilibre, une attention accrue s'est portée sur les marchés et les échanges agricoles. Les risques pour la sécurité alimentaire ont mis en évidence la nécessité de veiller à la qualité durable des aliments et d'envisager les systèmes alimentaires sous tous leurs aspects. Ce projet a été lancé en réponse à l'intérêt manifesté par plusieurs pays dans quatre régions. Il visait à réduire les pertes de nourriture dans la chaîne d'approvisionnement, en particulier avant expédition, en accélérant le dédouanement des denrées périssables. Dans le cadre du projet, des centaines de décideurs, d'experts et d'autres parties prenantes du monde entier ont reçu une formation sur : la production et le commerce de produits de meilleure qualité ; les meilleures méthodes permettant de mesurer, de prévenir et de réduire les pertes et le gaspillage de nourriture ; les liens avec l'ensemble du système alimentaire. De nouvelles évaluations et analyses, des guides de formation et des plans d'action visant à reconstruire en mieux au sortir de la pandémie de COVID-19 et après ont été mis à disposition. Quatre-vingt-dix pour cent des participants aux activités de renforcement des capacités organisées dans le cadre du projet pour l'Asie centrale ont indiqué que la formation avait contribué à l'amélioration des produits et à l'accroissement de la compétitivité des petites et moyennes entreprises. La formation a également contribué à l'amélioration de l'accès aux marchés nationaux et internationaux pour les producteurs locaux, au développement de leurs activités, à l'augmentation des revenus et, surtout, à la création d'emplois dans le secteur structuré pour des groupes vulnérables, à savoir les femmes et les jeunes. Certaines petites entreprises de production et de traitement des denrées alimentaires avaient même doublé leur production. Le projet a donné lieu à des partenariats fructueux et créé des effets de synergie avec les travaux en cours, ainsi qu'avec les travaux intergouvernementaux ordinaires de la Commission économique pour l'Europe. D'anciens participants aux ateliers sont devenus formateurs, et des ateliers sont organisés au niveau local avec des moyens financiers locaux. Les meilleures pratiques internationales diffusées dans le cadre du projet continueront de porter des fruits bien après l'achèvement du projet.

E. CNUCED

Intensification de la formation professionnelle dans le domaine du commerce électronique en Asie du Sud-Est aux fins de l'exécution du Programme de développement durable à l'horizon 2030

16. Le commerce électronique peut être un puissant moteur de croissance économique, de commerce inclusif et de création d'emplois dans les pays en développement. Il peut également accélérer les progrès au regard de tous les objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 8 sur le travail décent et la croissance économique. La pandémie de COVID-19 a accéléré le passage au numérique, dont les effets se feront longtemps sentir. Les mesures de confinement ont entraîné une explosion du commerce électronique, les consommateurs cherchant des moyens de faire des achats autres qu'en personne. La pandémie a également révélé de grandes lacunes en matière de préparation au numérique, en particulier dans les économies les plus vulnérables. Beaucoup des pays les moins avancés avaient beaucoup de mal à faire la transition rapide nécessaire. Ce projet visait à promouvoir les meilleures pratiques et les politiques fondées sur des données factuelles concernant le commerce électronique en proposant des activités de renforcement des capacités à deux niveaux : mise en commun des meilleures pratiques en matière de commerce électronique, et renforcement des capacités en matière d'identité numérique. En réponse à la demande des pays d'Asie du Sud-Est, dans le cadre de son programme Training Development in the Field of International Trade (TrainForTrade), la CNUCED, agissant en partenariat avec la Banque mondiale, la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), a conçu deux cours en ligne, l'un sur la mise en commun des meilleures pratiques en matière de commerce électronique et l'autre sur le renforcement des capacités en matière d'identité numérique, et chaque cours a été dispensé deux fois. Dans le cadre du projet, deux ateliers régionaux en présentiel, un atelier hybride et trois dialogues en ligne ont été organisés, et deux publications et une note d'orientation ont été produites. En tout 1 114 personnes originaires de 36 pays ont bénéficié des activités de formation organisées dans le cadre du projet, et 48 % des participants étaient des femmes. Les participants ont fait état d'un taux de satisfaction globale très élevé (93 %) pour toutes les activités. Après l'organisation du premier cours en ligne et des ateliers régionaux, deux publications ont été produites : un rapport sur les pratiques en matière de commerce électronique en Asie du Sud-Est, et *Digital Identity for Trade and Development* (L'identité numérique pour le commerce et le développement), la première publication de la CNUCED sur ce sujet. En s'inspirant des enseignements tirés de ce projet, la CNUCED a établi une note d'orientation sur l'identité numérique intitulée « Why robust digital identity systems are essential in fostering trade and development » (note d'orientation n° 96), dans laquelle elle examine la façon dont les systèmes d'identité numérique contribuent à la promotion du commerce et du développement au lendemain de la pandémie de COVID-19 et offre des recommandations et des orientations pour soutenir les priorités nationales et régionales dans le développement durable et inclusif des identités numériques dans le cadre d'un dispositif plus large de commerce électronique.

F. Commission économique pour l'Afrique

Mesure, suivi et consolidation des résultats en matière d'intégration des régions relevant de la compétence de la Commission économique pour l'Afrique, de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

17. Dans un paysage commercial en évolution rapide, le renforcement de l'intégration régionale est, pour beaucoup de pays en développement, une grande priorité et un moyen de diversification économique, d'industrialisation et de transformation structurelle. En rassemblant les pays autour de règles et d'institutions communes, l'intégration régionale est largement perçue comme un moyen puissant de promouvoir la croissance, la stabilité et le développement et de faciliter l'intégration dans le système commercial mondial. Ce projet visait à renforcer la capacité de certains pays en développement de mesurer, de suivre et d'améliorer leurs résultats en matière d'intégration régionale dans les régions de l'Afrique, de l'Asie occidentale et de l'Asie-Pacifique. Parmi les importantes réalisations du projet, on notera la production d'une deuxième édition de l'Indice africain d'intégration régionale (ARII 2019), la formation de 27 États membres d'Afrique à l'utilisation de l'Indice à des fins d'analyse et d'élaboration des politiques, et la création d'une plateforme Web consacrée à l'Indice (<https://arii.uneca.org/>). En outre, 28 pays africains ont reçu de l'aide pour constituer des ensembles de données nationales et des profils de pays concernant leurs résultats au regard de l'intégration en matière de commerce numérique, et une plateforme Web a été conçue (<https://dtri.uneca.org/>). L'information recueillie devrait aider les États membres de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) à négocier un protocole sur le commerce numérique en vertu de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine et ensuite à l'appliquer. Des stratégies nationales et régionales de mise en œuvre de l'Accord, assorties de plans d'action, ont également été élaborées dans le cadre du projet. Une évaluation des effets de la crise sanitaire actuelle sur les résultats économiques des pays arabes, intitulée *COVID-19 and Its Impact on Arab Economic Integration*, qui démontre les meilleures façons d'utiliser les systèmes d'indices de l'intégration économique des pays arabes a été élaborée et communiquée aux États membres d'Asie occidentale. Un nouvel outil, une interface de simulation du commerce à l'échelle de la région arabe, a également été mis au point ; il peut être utilisé pour évaluer l'incidence des réformes commerciales et des chocs externes sur l'économie de 18 pays arabes. En outre, le portail dit Arab Trade Gateway a été lancé ; on y trouve le système d'indices de l'intégration économique des pays arabes, l'interface de simulation du commerce et d'autres outils d'évaluation et de suivi de l'intégration économique des États membres. Dans la région Asie-Pacifique, l'indice de l'intégration régionale durable et numérique [Digital and Sustainable Regional Integration Index (DigiSRII)] a été établi pour mesurer les résultats en matière d'intégration régionale dans sept domaines (commerce, finance, chaînes de valeur, infrastructures, migration, coopération réglementaire et intégration numérique). Cet indice a été utilisé pour assurer des services d'assistance technique et pour mener des études nationales visant à cerner les difficultés et les possibilités pour ce qui est de renforcer l'intégration régionale aux fins du développement durable et de l'économie numérique. En outre, un outil interactif appelé Regional Integration Analyzer (<https://riva.negotiatetrade.org>) a été conçu à l'aide des données provenant de l'indice pour aider les spécialistes de l'analyse des politiques à évaluer les progrès accomplis en matière d'intégration régionale dans la région Asie-Pacifique sous l'angle du développement durable. Dans le cadre de l'action menée face à la pandémie de COVID-19, 21 pays d'Asie et du Pacifique ont reçu de l'aide pour constituer des ensembles de données nationales et analyser les problèmes en matière de

réglementation nationale concernant l'intégration du commerce numérique avec d'autres économies de la région.

G. Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)

Accentuation de la résilience urbaine dans le sud-est de l'Afrique

18. Le sud-est de l'Afrique est très exposé aux phénomènes climatiques extrêmes transfrontaliers, notamment les inondations, la sécheresse et les cyclones. Il fait également partie de l'une des régions du monde qui s'urbanisent le plus rapidement, l'Afrique subsaharienne, où la proportion de personnes vivant en zones urbaines, qui est actuellement de 40 %, devrait passer à 60 % d'ici à 2050. Cette évolution tient à l'augmentation de l'exode rural, conjuguée à une croissance démographique rapide et soutenue. Ce projet visait à développer les capacités et à établir les conditions voulues dans quatre pays d'Afrique du Sud-Est afin de renforcer la résilience et l'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques dans les villes vulnérables. Il consistait à collaborer étroitement avec les administrations locales et nationales des quatre pays visés et à les soutenir pour renforcer leurs capacités et leurs connaissances en matière de gestion des risques de catastrophe et de résilience climatique urbaine, et promouvoir la mise en place de politiques et de plans d'urbanisme, l'échange de connaissances et la mobilisation des ressources en faveur des initiatives de réduction des risques et de renforcement de la résilience dans les zones urbaines. Grâce à ces activités, les relations de gouvernance à plusieurs niveaux entre les administrations locales et nationales se sont renforcées, de même que la confiance et l'adhésion de la population locale. Les activités menées dans le cadre du projet ont ouvert d'importantes perspectives de financement pour étoffer le portefeuille de projets du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) visant à renforcer la résilience urbaine en Afrique. Elles ont notamment permis de constituer la base de données nécessaire pour la conception et le développement du projet de renforcement de la résilience climatique urbaine en Afrique du Sud-Est d'une valeur de 14 millions de dollars, le plus grand projet en cours d'ONU-Habitat. L'élaboration et le financement de ce projet découlent directement des activités financées par le Compte pour le développement. Le projet financé par le Compte pour le développement a permis de débloquer environ 15 millions de dollars de ressources supplémentaires pour financer d'autres activités de renforcement de la résilience urbaine dans les quatre pays visés.

H. Département des affaires économiques et sociales

Gestion des actifs municipaux aux fins du développement durable dans certains des pays les moins avancés d'Afrique et d'Asie

19. La réalisation du développement durable sur le terrain n'est possible que si les autorités locales, telles que les autorités de district et les autorités municipales, qui assurent les services publics essentiels, s'impliquent fortement et jouent un rôle moteur. Pour garantir la fiabilité et la durabilité de ces services, les autorités locales doivent mobiliser des ressources humaines, financières et matérielles sur une longue durée pour rénover et entretenir les infrastructures, comme les routes, les services d'alimentation en eau et d'assainissement, les réseaux énergétiques et les installations de gestion des déchets. Compte tenu des risques et des problèmes croissants liés à l'urbanisation, aux changements climatiques, aux crises de santé publique et aux avancées de la technologie numérique, il est plus que jamais nécessaire de pratiquer une gestion efficace des actifs. Ce projet était axé sur le renforcement des capacités

des fonctionnaires locaux dans certains des pays les moins avancés d’Afrique et d’Asie pour qu’ils puissent gérer les infrastructures de façon plus efficace et plus écologique. Plus de 90 % des personnes participant aux ateliers de formation ont indiqué qu’elles avaient une meilleure connaissance de la gestion des infrastructures locales. D’importants progrès ont été faits dans le renforcement des politiques, des règlements et des institutions nationaux concernant la gestion des biens publics, les trois quarts des pays visés étant occupés à élaborer, à réexaminer et à adopter des politiques nationales de gestion des actifs qui donneront aux institutions nationales et aux administrations locales des orientations claires sur la gestion des infrastructures selon des méthodes plus inclusives, plus robustes et plus écologiques. En outre, le projet a permis de mobiliser des ressources supplémentaires au sein du système des Nations Unies ainsi qu’auprès de donateurs multilatéraux et d’étendre les activités d’évaluation et de formation à des municipalités autres que celles prévues au départ. En raison d’une forte demande, le contenu des cours et les bonnes méthodes de gestion des actifs qui ont été recueillies dans le cadre du projet ont été repris dans un manuel de l’Organisation des Nations Unies, intitulé *La gestion des infrastructures dans une perspective de développement durable : un guide à l’attention des administrations locales et nationales*. Le manuel a été lancé début 2021 dans le cadre d’une série d’ateliers régionaux virtuels axés sur les rudiments de la gestion des actifs, les données et la résilience face aux crises, et il a été traduit dans 10 langues, y compris les six langues officielles de l’ONU. Plus de 2 400 fonctionnaires des administrations locales et centrales de pays en développement ont reçu une formation à la faveur de ces ateliers. Dans un des pays visés, la plus grande université nationale a récemment lancé un nouveau programme de maîtrise en gestion des infrastructures basé sur le manuel pour transmettre les outils et connaissances sur la gestion durable des infrastructures à de nouvelles générations de fonctionnaires. Le projet a également donné lieu à une collaboration avec l’Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et l’Université Columbia pour l’organisation d’un très gros programme de cours en ligne qui couvre l’ensemble du manuel et donne aux administrations locales et centrales accès à des formations complètes, adaptées au rythme des apprenants, sur une large gamme d’outils et de techniques de gestion des infrastructures dans une perspective de développement durable. Ce programme de cours en ligne ouvert à tous, auquel plus de 1 000 personnes se sont inscrites jusqu’à présent, offre la possibilité d’intensifier et de pérenniser les travaux de l’ONU sur la gestion des infrastructures.

I. Programme des Nations Unies pour l’environnement

Réalisation ordonnée des aspects environnementaux des objectifs de développement durable

20. Le Programme 2030 prépare un nouvel équilibre pour l’humanité et la planète. Les objectifs de développement durable sont un élément indispensable du fonctionnement de la biosphère, qui est d’une importance primordiale pour les moyens de subsistance, le bien-être et la résilience des êtres humains. Un environnement sain est une condition préalable à la réalisation de tous les objectifs de développement durable. Les pays doivent être capables de bien comprendre la dimension environnementale des objectifs de développement durable et ses liens avec d’autres engagements. Ils doivent également être capables de tirer parti de cette compréhension pour prendre des mesures concrètes afin de réaliser les objectifs liés à l’environnement, et doivent donc à cette fin disposer de données exactes et fiables sur l’environnement. En application de la résolution 2/5 de l’Assemblée des Nations Unies pour l’environnement et en réponse à l’intérêt exprimé par les pays visés, ce projet a consisté à établir un partenariat avec des États d’Afrique, d’Asie et

d'Amérique latine pour appliquer et suivre de façon cohérente et intégrée la dimension environnementale des objectifs de développement durable. Chacun des quatre pays visés a opté pour une stratégie accélérée visant à renforcer le développement durable, notamment dans les domaines de l'eau, de la lutte contre la pauvreté et de la santé. Les activités menées dans le cadre des partenariats ont permis de renforcer la capacité des institutions nationales de mettre en œuvre et de suivre les aspects environnementaux du Programme 2030 d'une façon cohérente et intégrée. Dans le cadre du projet, on a testé un outil qui permettait d'analyser et de déterminer les effets d'interdépendance les plus forts entre les objectifs de développement durable et les cibles connexes aux niveaux national et infranational. Les résultats de l'analyse ont été présentés en juillet 2018 à New York lors d'un atelier tenu en marge du forum politique de haut niveau pour le développement durable. En plus de mettre à l'essai et d'utiliser cet outil, on a également élaboré des lignes directrices sur les responsabilités environnementales des municipalités. Les conséquences environnementales de l'incidence socioéconomique de la pandémie de COVID-19 et de l'évolution des tendances ont été analysées plus en détail. Le projet a également contribué à l'amélioration des statistiques sur l'environnement, de l'accès à des informations exactes et aux connaissances, de la collaboration intersectorielle et de la coordination à l'intérieur des institutions et entre elles, ainsi qu'à l'établissement de mécanismes plus ouverts et de rapports plus inclusifs. Cela a permis aux pays de communiquer une information plus exacte sur l'environnement dans leurs examens nationaux volontaires. En outre, au titre du mandat général de suivi des questions environnementales qui lui est confié en tant qu'organisme responsable du suivi des 25 indicateurs relatifs à l'environnement associés aux objectifs de développement durable, le Programme des Nations Unies pour l'environnement a contribué à la cohérence des politiques au regard de l'indicateur 17.14.1 et soutenu la réalisation cohérente de la dimension environnementale des 17 objectifs de développement durable.

J. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Renforcement des capacités statistiques en vue d'atteindre, dans les pays membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, l'objectif de développement durable n° 14 relatif aux océans

21. L'océan est une source vitale de moyens de subsistance, d'emplois, de nutrition et de croissance économique en Asie et dans le Pacifique. Des écosystèmes océaniques et marins sains contribuent au développement inclusif et à la réduction de la pauvreté, régulent le climat et sont essentiels pour un avenir plus durable. Bien qu'il existe des informations substantielles sur l'océan et ses ressources, les pays qui en ont le plus besoin sont ceux qui ont le moins de moyens de les obtenir ou de les utiliser à des fins décisionnelles, et l'information est fragmentée, éparpillée entre de nombreuses institutions internationales, régionales et nationales. Ce projet a été mis en place pour renforcer les capacités de certains pays en développement de la région Asie-Pacifique en matière de données et de statistiques sur l'océan afin d'améliorer la gestion durable de l'océan et des ressources marines. Plus précisément, il visait à renforcer les partenariats entre les parties prenantes internationales, régionales et nationales en élaborant des orientations pour des statistiques océaniques normalisées, et à doter les pays visés des capacités techniques leur permettant d'établir des comptes océaniques prioritaires de façon cohérente et régulière. Il a abouti : à l'établissement du premier partenariat mondial pour la comptabilité de l'océan ; à la production d'un document d'orientation, de supports de formation et d'études sur les données, les statistiques, les comptes et la gouvernance océaniques ; au renforcement des capacités nationales grâce aux études pilotes sur les comptes océaniques. Grâce à ce projet, cinq

pays ont pu établir des groupes de travail interministériels chargés d'évaluer les priorités nationales relatives à l'océan, les mécanismes nationaux de gouvernance de l'océan et la disponibilité des données sur l'océan, ou renforcer les mécanismes qui existaient. À la fin du projet, tous les pays ont réussi à établir des statistiques océaniques plus cohérentes et produit de nouvelles données répondant aux préoccupations nationales concernant les océans. Les pays se sont concentrés sur la production des données telles que les cartes harmonisées des écosystèmes et les évaluations des stocks de carbone, sur l'examen des risques pour la sécurité alimentaire compte tenu de la variabilité climatique et des changements dans les écosystèmes, et sur une meilleure compréhension des liens entre les recettes du tourisme, l'exploitation des ressources naturelles, la pollution d'origine terrestre et les effets sur les écosystèmes.

III. Gestion du Compte pour le développement

A. Coordination avec les entités et programmes des Nations Unies

22. En septembre 2022, l'équipe de gestion du programme du Compte pour le développement a distribué à toutes les entités de réalisation un questionnaire sur leur coordination avec les entités et programmes des Nations Unies dans l'exécution des projets, compte tenu des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Les projets sont censés inclure la coopération avec les coordonnatrices et coordonnateurs résidents dans les pays cibles et les réponses à l'enquête ont confirmé que les activités menées au niveau des pays sont généralement coordonnées avec ceux-ci pendant toute la durée des projets. Les projets sont souvent élaborés en réponse à la demande faite par les coordonnatrices et coordonnateurs résidents au nom des gouvernements des pays cibles. Par ailleurs, les entités de réalisation devraient en principe consulter le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et le Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique et examiner les possibilités de collaboration, le cas échéant, quand elles établissent les descriptifs de projet et exécutent les projets. Il ressort des réponses à l'enquête que plusieurs entités de réalisation ont collaboré avec le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et, dans quelques cas, avec le Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique sur des projets financés par le Compte pour le développement.

23. D'après les résultats de l'enquête, la façon dont le Compte pour le développement est relié au programme ordinaire de coopération technique différerait selon les entités de réalisation, mais dans toutes les entités, une gestion intégrée est pratiquée pour assurer la cohérence entre les deux programmes. Les entités de réalisation utilisent le soutien à moyen terme fourni par le truchement du Compte et le soutien à court terme accordé dans le cadre du programme ordinaire de coopération technique de façon complémentaire afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles. La coordination des deux programmes est assurée en déterminant les effets de synergie et les domaines de coopération.

B. Renforcement de la gestion du Compte pour le développement au moyen de l'évaluation

24. La fonction d'évaluation du Compte pour le développement, qui est dirigée par le (la) titulaire de l'emploi de temporaire (autre que pour les réunions) de spécialiste

de l'évaluation (P-4), a continué de concourir au renforcement de la gestion du Compte. Comme indiqué au chapitre 35 du projet de budget-programme pour 2024 [A/78/6 (Sect. 35)], la fonction d'évaluation, qui doit s'inscrire dans la durée, étant essentielle à l'amélioration continue de la gestion du Compte et de la mise en œuvre des projets, il est proposé que l'emploi de temporaire (autre que pour les réunions) soit transformé en poste permanent inscrit au chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) du projet de budget-programme pour 2024.

25. Depuis la présentation du rapport précédent, un modèle de rapport d'évaluation, qui prend en compte les consignes données dans la nouvelle instruction administrative sur l'évaluation au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (ST/AI/2021/3), a été diffusé et utilisé à titre expérimental pour les projets de la onzième tranche. L'examen facultatif à mi-parcours des projets des douzième et treizième tranches qui devaient faire l'objet d'une évaluation a été effectué, à la suite de quoi plusieurs entités ont révisé les projets en question afin d'aligner les évaluations sur leurs priorités stratégiques. Une note d'orientation sur l'évaluation des projets de la douzième tranche a été publiée, ainsi que le modèle de rapport d'évaluation révisé, qui vise à faciliter l'application des directives relatives à l'évaluation des projets financés par le Compte pour le développement et apporte des éclaircissements et les ajustements nécessaires.

26. Au niveau des programmes, l'évaluation du Programme sur les statistiques et les données, mis en œuvre conjointement par les 10 entités, s'est achevée en septembre 2022. Elle a révélé que le Programme était très utile et que les activités menées au niveau national dans le cadre du Programme avaient contribué à faire augmenter le nombre d'indicateurs associés aux objectifs de développement durable dont les pays participants rendaient compte. Les mesures prises par la direction comme suite à l'évaluation, notamment l'établissement d'un plan d'action visant à appliquer les recommandations issues de celle-ci, ont été approuvées par le Comité directeur du Compte pour le développement à sa réunion du 2 mars 2023. Les dispositions visant à améliorer la conception, le suivi et l'évaluation des projets financés par le Compte ont déjà commencé à être appliquées, conformément au plan d'action. Une nouvelle page Web consacrée à l'évaluation a été lancée sur le site du Compte (www.un.org/development/desa/da/evaluation), et les rapports d'évaluation des projets de la onzième tranche, l'évaluation des projets communs de lutte contre la COVID-19 et l'évaluation des programmes y ont été affichés pour promouvoir le respect de l'obligation de rendre des comptes et faciliter la diffusion des enseignements.

V. Recommandation

27. L'Assemblée générale souhaitera peut-être prendre note du présent rapport.

Annexe I

Récapitulatif des tranches du Compte pour le développement au 30 avril 2023

Exercice biennal/année	Thème	Tranche	Montant approuvé (milliers de dollars É.-U.)	Résolution de l'Assemblée générale	Nombre total de projets	Nombre de projets actifs	Période de réalisation	État d'avancement/taux d'utilisation du budget approuvé au 30 avril 2023
1998-1999	Appui à l'application des textes issus des grandes conférences	1	13 065,0	53/220 A	7	0	0	Clôturé
2000-2001	Création de réseaux et compétences régionales et sous-régionales	2	13 065,0	54/249	16	0	0	Clôturé
2002-2003	Renforcement des capacités de gestion de la mondialisation	3	13 065,0	56/254 A	20	0	0	Clôturé
2004-2005	Renforcement des capacités de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, moyennant l'établissement de partenariats, la gestion des connaissances et l'utilisation des technologies de l'information et des communications	4	13 065,0	58/270	23	0	0	Clôturé
2006-2007	Appui à la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, moyennant la gestion des connaissances et la mise en place de réseaux et de partenariats	5	13 065,0	60/247	24	0	0	Clôturé
		5A	3 415,9	60/246 et 61/252	6	0	0	Clôturé
		5B	5 071,0	62/235	10	0	0	Clôturé
2008-2009	Appui à la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international par l'innovation, la mise en place de réseaux et la gestion des connaissances	6	16 480,9	62/237	27	0	0	Clôturé
		6A	2 170,4	62/236, 62/237 et 62/238	5	0	0	Clôturé
		6B	7 500,0	64/242 A	15	0	0	Clôturé
2010-2011	Appui à la mobilisation face aux grands enjeux liés au développement dans le monde en vue de faciliter la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international au moyen d'une coopération nationale, régionale et mondiale	7	18 651,3	64/244 A	28	0	0	Clôturé
		7A	4 000,0	Soldes résiduels des tranches 1 à 4	12	0	0	Clôturé
		7B	5 000,0	64/243 et 64/244	11	0	0	Clôturé
2012-2013	Appui aux États Membres aux fins de la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, y compris ceux du Millénaire pour le développement, au vu de la multiplicité et de l'imbrication des problèmes de développement	8	23 651,3	66/248 A	40	0	0	Clôturé
		8A	5 591,9	66/246	12	0	0	Clôturé
2014-2015	Appui aux États Membres aux fins de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques et stratégies de développement durable, équitable et sans exclusive	9	28 398,8	68/248 A	46	0	0	Clôturé
		9A	7 113,0	Soldes résiduels des tranches 5 et 6	13	0	0	Clôturé

<i>Exercice biennal/année</i>	<i>Thème</i>	<i>Tranche</i>	<i>Montant approuvé (milliers de dollars É.-U.)</i>	<i>Résolution de l'Assemblée générale</i>	<i>Nombre total de projets</i>	<i>Nombre de projets actifs</i>	<i>Période de réalisation</i>	<i>État d'avancement/ taux d'utilisation du budget approuvé au 30 avril 2023</i>
2016-2017	Appui aux États Membres aux fins de l'exécution du programme de développement pour l'après-2015 : amélioration des statistiques et des données, politiques fondées sur des données factuelles et application du principe de responsabilité	10	28 398,8	70/249	33	0	0	Clôturé
		10A	5 657,4	Soldes résiduels de la tranche 7	10	0	0	Clôturé
2018-2019	Appui aux États Membres aux fins du renforcement de la cohérence des politiques fondées sur des données factuelles, l'intégration et l'exécution participative du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à tous les niveaux	11	27 856,4	72/253 A et B	45	45	2018-2021	Clôturé
		11A	6 305,1	Soldes résiduels de la tranche 8	10	10	2018-2021	Clôturé
2020	Appui aux États Membres aux fins du renforcement des politiques et approches cohérentes visant à exécuter le Programme de développement durable à l'horizon 2030 aux niveaux local, national et régional	12	14 199,4	74/264 A à C	22	22	2020-2023	79
		12A	17 448,5	Projets communs liés à la COVID-19	5	5	2020-2023	97
2021	Appui aux États Membres aux fins de la mise en œuvre d'approches novatrices capables d'accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable	13	15 199,4	75/254 A à C	21	21	2021-2024	52
2022	Reconstruire en mieux après la COVID-19 en vue de sociétés post-pandémiques plus vertes, plus résilientes, plus inclusives et plus égales qui ne laissent personne de côté	14	16 199,4	76/247 A à C	21	21	2022-2025	21
2023	Aider les États Membres à faire face au risque de voir se creuser les inégalités lors du relèvement après la pandémie en proposant un appui inclusif, résilient et écologique en matière de politiques qui ne laisse personne de côté	15	16 491,3	77/264 A à C	22	2	2023-2026	0
Total approuvé			323 633,9		504	91		
2024	Aider les États Membres à élaborer et à mettre en œuvre des politiques visant à atteindre plus rapidement les objectifs de développement durable en vue d'instaurer des changements profonds, de renforcer la résilience et d'assurer des transitions justes face aux répercussions économiques et sociales des crises tout en veillant à ne laisser personne de côté	16	16 286,7	Projet de budget-programme pour 2024 [A/78/6 (Sect. 35)]	28	0	2024-2027	0
Total général			339 920,6		534	91		

Annexe II

État d'avancement des projets des douzième, treizième, quatorzième et quinzième tranches : taux d'exécution

Tableau 1

Projets financés au moyen des crédits ouverts au chapitre 35 (Compte pour le développement) du budget-programme de l'exercice biennal 2020 (douzième tranche) au 30 avril 2023

Titre du projet	Entité de réalisation	Budget du projet	Dépenses	Taux d'exécution (pourcentage) [(B)/(A)] x 100	
		(A)	(B)		
		(Milliers de dollars des États-Unis)			
A	Données relatives aux budgets-temps au service de meilleures politiques en Afrique, en Asie occidentale et en Amérique latine	DESA	732,1	258,9	35
B	Comptabilité environnementale et économique au service de l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles en Afrique et en Asie	DESA	504,5	336,8	67
C	Développement inclusif des peuples autochtones d'Afrique et d'Amérique latine	DESA	598,0	345,2	58
D	Données et statistiques au service de politiques commerciales plus favorables aux femmes en Afrique, dans le Caucase et en Asie centrale	CNUCED	602,4	388,4	64
E	Stratégies cohérentes de renforcement des capacités de production dans les pays les moins avancés d'Afrique	CNUCED	531,1	372,2	70
F	Aides à l'investissement aux fins de la production locale d'antibiotiques essentiels en Afrique de l'Est	CNUCED	441,0	294,6	67
G	Commerce écologique au service du développement durable des petits États insulaires en développement du Pacifique appartenant au Groupe du fer de lance mélanésien	CNUCED	519,2	333,3	64
H	Développement durable inclusif, sûr et résilient dans les zones urbaines qui accueillent des réfugiés syriens en Jordanie, au Liban et en Türkiye	PNUE	485,1	459,9	95
I	Investissement dans des politiques en faveur des piétons et des cyclistes dans les villes d'Afrique	PNUE	559,6	416,0	74
J	Prise en compte systématique du principe consistant à ne laisser personne de côté dans les politiques et programmes urbains des pays d'Asie du Sud	ONU-Habitat	485,1	302,1	62
K	Statistiques et données permettant de mesurer les flux financiers illicites dans la région Asie-Pacifique	ONUDC	824,2	761,6	92
L	Statistiques migratoires et reconnaissance des aptitudes en Afrique aux fins de la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières	CEA	793,8	708,9	89
M	Politiques régionales et nationales d'industrialisation axée sur l'exploitation des ressources naturelles facilitant le développement durable et inclusif en Afrique australe	CEA	503,7	481,0	96

Titre du projet	Entité de réalisation	Budget du projet	Dépenses	Taux d'exécution	
		(A)	(B)	(pourcentage)	
		(Milliers de dollars des États-Unis)			
		[(B)/(A)] x 100			
N	Renforcement des politiques des pays sans littoral d'Asie centrale en matière d'innovation à l'appui du Programme de développement durable à l'horizon 2030	CEE	435,0	245,2	56
O	Villes intelligentes et durables dans la région de la Commission économique pour l'Europe dans le contexte du Nouveau Programme pour les villes	CEE	465,0	451,5	97
P	Coopération interrégionale en vue de l'exécution du Nouveau Programme pour les villes	CEPALC	1 500,0	1 294,0	86
Q	Indicateurs relatifs aux changements climatiques et aux catastrophes adaptés aux petits États insulaires en développement des Caraïbes	CEPALC	610,5	569,0	93
R	Tirer parti des migrations intrarégionales pour favoriser le développement socioéconomique des pays d'Amérique latine et des Caraïbes	CEPALC	607,6	462,6	76
S	Réduction des risques de catastrophe et renforcement de la résilience en Asie et dans le Pacifique	CESAP	610,5	597,2	98
T	Réduction des risques de catastrophe et renforcement de la résilience en Asie et dans le Pacifique	CESAP	588,0	487,1	83
U	Contrôle des dépenses sociales : élaboration d'un cadre intégré en faveur de politiques macrobudgétaires et des objectifs de développement durable dans la région arabe	CESAO	493,6	489,8	99
V	Inclusion des personnes handicapées sur le marché du travail des pays arabes	CESAO	457,9	380,9	83
W	Initiative mondiale pour la relance du secteur des microentreprises et des petites et moyennes entreprises après la pandémie de COVID-19	CNUCED, DESA, CESAO, CESAP, CEE, CEPALC, CEA	4 572,3	4 430,4	97
X	Connectivité des infrastructures de transport et des échanges commerciaux à l'ère des pandémies	CNUCED, CEE, CEA, CEPALC, CESAP, CESAO, ONU-Habitat	5 363,8	5 252,5	98
Y	Renforcement de la protection sociale aux fins de la lutte contre les pandémies	CEA, CEPALC, CESAP, CEE, CESAO	2 673,0	2 489,7	93
Z	Riposte et relèvement : mobilisation de ressources financières pour le développement en période de COVID-19	CNUCED, CEPALC, CESAP	1 115,3	1 060,8	95
AA	Renforcement de la résilience économique urbaine pendant et après la pandémie de COVID-19	CEE, CEPALC, CESAP, CESAO, CEA, ONU-Habitat	2 164,0	2 130,8	98

Abréviations : CEA = Commission économique pour l'Afrique ; CEE = Commission économique pour l'Europe ; CEPALC = Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes ; CESAO = Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale ; CESAP = Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique ; CNUCED = Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ; DESA = Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ; ONUDC = Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ; ONU-Habitat = Programme des Nations Unies pour les établissements humains ; PNUE = Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Tableau 2

Projets financés au moyen des crédits ouverts au chapitre 35 (Compte pour le développement) du budget-programme de 2021 (treizième tranche) au 30 avril 2023

Titre du projet	Entité de réalisation	Montant approuvé (A)	Dépenses (B)	Taux d'exécution (pourcentage) [(B)/(A)] x 100	
		(Milliers de dollars des États-Unis)			
A	Projet conjoint sur le financement du développement	DESA, CNUCED, CEA, CEE, CEPALC, CESAP, CESAO	2 321,0	678,0	29
B	Expérimentation de politiques relatives aux technologies de pointe et « bacs à sable » réglementaires en Asie et dans le Pacifique	DESA	648,0	283,1	44
C	Données administratives pour les indicateurs désagrégés relatifs aux objectifs de développement durable	DESA	624,0	237,1	38
D	Évaluations technologiques dans les secteurs de l'énergie et de l'agriculture en Afrique pour accélérer les progrès en matière de science, de technologie et d'innovation	CNUCED	590,0	241,8	41
E	Mobiliser des ressources pour une nouvelle donne écologique : partenariats et actions avec l'Asie	CNUCED	624,0	258,2	41
F	Politiques commerciales et cadres du commerce en faveur de l'intégration régionale et de la réalisation des objectifs de développement durable dans certains pays arabes en conflit ou sortant d'un conflit	CNUCED	488,0	350,6	72
G	Appuyer la mise en œuvre de politiques cohérentes en faveur de la sécurité alimentaire et de la garantie des moyens d'existence en Afrique	PNUE	549,0	501,2	91
H	Utiliser les données et les outils relatifs à la santé environnementale pour faire progresser la réalisation des objectifs de développement durable dans la région de l'ASEAN	PNUE	528,0	396,7	75
I	Des indicateurs fonciers désagrégés au service de politiques et d'actions qui ne laissent personne de côté en Afrique	ONU-Habitat	528,0	298,0	56
J	Des espaces publics sûrs et accessibles pour améliorer l'intégration sociale et économique des migrants en Amérique latine et en Asie occidentale	ONU-Habitat	549,0	313,4	57
K	Lutter contre les cas de traite des personnes à des fins de travail forcé en Amérique latine	ONUDC	524,0	265,7	51
L	Des partenariats public-privé au service de mécanismes de financement novateurs et du développement des infrastructures pour appuyer l'industrialisation en Afrique	CEA	624,0	360,5	58
M	Approches novatrices en matière de développement de l'entrepreneuriat et du secteur privé aux fins de la promotion du commerce et d'une industrialisation qui profite à tous en Afrique australe	CEA	649,0	436,1	67
N	Accélérer la transition vers une économie circulaire dans la région de la CEE	CEE	549,0	225,1	41
O	Mobilité durable et connectivité intelligente (couple commerce-transport) en Asie centrale, dans le Caucase et dans les Balkans occidentaux	CEE	528,0	228,0	43

	Titre du projet	Entité de réalisation	Montant approuvé	Dépenses	Taux d'exécution
			(A)	(B)	(pourcentage)
			<i>[(B)/(A)] x 100</i>		
			<i>(Milliers de dollars des États-Unis)</i>		
P	Améliorer l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice à propos des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes	CEPALC	649,0	289,1	45
Q	Approches novatrices pour l'examen des inégalités grâce à l'intégration de différentes sources de données en Amérique latine et dans les Caraïbes	CEPALC	624,0	308,2	49
R	Renforcer les capacités nationales de repérage des personnes les plus délaissées en Asie et dans le Pacifique	CESAP	624,0	485,3	78
S	Étayer les politiques à l'aide de données afin de ne laisser personne de côté dans la région Asie-Pacifique	CESAP	649,0	173,8	27
T	Améliorer les résultats obtenus par les petites et moyennes entreprises dans la région arabe	CESAO	470,0	421,3	90
U	Développer les liens entre science et politiques à l'appui de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans la région arabe	CESAO	549,0	397,7	72

Abréviations : ASEAN = Association des nations de l'Asie du Sud-Est ; CEA = Commission économique pour l'Afrique ; CEE = Commission économique pour l'Europe ; CEPALC = Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes ; CESAO = Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale ; CESAP = Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique ; CNUCED = Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ; DESA = Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ; ONUDC = Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ; ONU-Habitat = Programme des Nations Unies pour les établissements humains ; PNUE = Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Tableau 3
Projets financés au moyen des crédits ouverts au chapitre 35 (Compte pour le développement) du budget-programme de 2022 (quatorzième tranche) au 30 avril 2023

Titre du projet	Entité de réalisation	Montant approuvé	Dépenses	Taux d'exécution	
		(A)	(B)	(pourcentage)	
		(Milliers de dollars des États-Unis)		$[(B)/(A)] \times 100$	
A	Des systèmes statistiques nationaux résilients et souples permettant de répondre aux besoins en données aux fins d'un relèvement plus efficace après la pandémie de COVID-19	DESA, CEA, CEE, CESAP, CEPALC, CESA, PNUD, ONUDC	1 500,0	165,0	11
B	Une transition sans heurt des pays les moins avancés d'Afrique, d'Asie et du Pacifique après le reclassement, dans le contexte de l'après-COVID-19	DESA	500,0	213,6	43
C	Renforcement de la résilience des microentreprises et des petites et moyennes entreprises d'Afrique et d'Asie	DESA	500,0	46,3	9
D	Mobilisation de ressources financières extérieures après la COVID-19 en faveur d'un développement durable plus vert et plus équitable dans certains petits États insulaires vulnérables en développement d'Afrique et d'Amérique latine et des Caraïbes	CNUCED	700,0	0	0
E	Construction de ports intelligents et durables dans les pays d'Afrique, y compris les petits États insulaires en développement, pour les aider à « mieux se relever » après la COVID-19	CNUCED	600,0	34,7	6
F	Stratégie d'apprentissage mixte « TrainForTrade » : stimuler l'économie numérique des petits États insulaires en développement d'Afrique, des Caraïbes et d'Asie et du Pacifique	CNUCED	600,0	165,6	28
G	Solutions fondées sur la nature visant à renforcer la résilience face à la COVID-19 et à la pollution atmosphérique urbaine dans les Balkans occidentaux et en Asie centrale	PNUE	430,0	70,7	16
H	Tirer parti des pratiques durables de passation des marchés publics aux fins de la reprise des petits États insulaires en développement des Caraïbes après la COVID-19	PNUE	430,0	0	0
I	Renforcement des capacités des petits États insulaires en développement d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique aux fins d'une reprise verte, résiliente et bénéfique aux pauvres après la pandémie	ONU-Habitat	570,0	85,4	15
J	Examens locaux volontaires : données relatives à un relèvement urbain plus vert, résilient et durable dans les pays en transition d'Europe orientale et d'Asie centrale	ONU-Habitat	570,0	164,7	29
K	Promotion d'une gouvernance foncière tenant compte des questions de genre en Afrique comme moyen de rendre les femmes plus résilientes dans le contexte de la pandémie de COVID-19	CEA	500,0	126,6	25
L	Reprise du secteur du tourisme après la pandémie en Afrique de l'Est	CEA	500,0	116,3	23
M	Interactions eau-énergie-alimentation à l'appui du relèvement en Asie centrale, au Moyen-Orient et en Afrique après la COVID-19	CEE	700,0	103,1	15
N	Renforcement des capacités de certains pays de la région de la CEE à rendre les échanges commerciaux et les transports transfrontaliers plus durables et plus résilients en cas de pandémie	CEE	430,0	35,1	8

<i>Titre du projet</i>		<i>Entité de réalisation</i>	<i>Montant approuvé (A) (Milliers de dollars des États-Unis)</i>	<i>Dépenses (B)</i>	<i>Taux d'exécution (pourcentage) [(B)/(A)] x 100</i>
O	Systèmes d'administration publique résilients et inclusifs au service du développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes	CEPALC	500,0	128,3	26
P	Reconstruire en mieux après la COVID-19 dans les pays des Caraïbes tributaires du tourisme	CEPALC	500,0	204,7	41
Q	Renforcement des politiques énergétiques des pays ayant des besoins particuliers afin de reconstruire en mieux après la COVID-19	CESAP	700,0	302,4	43
R	Connectivité dans les domaines du numérique et des transports au service de la résilience socioéconomique des populations rurales d'Asie et du Pacifique au lendemain de la COVID-19	CESAP	500,0	191,9	38
S	Stratégies de financement viable de la dette visant à améliorer la marge de manœuvre budgétaire et le financement des objectifs de développement durable dans la région arabe	CESAO	370,0	137,7	37
T	Sécurité renforcée de l'approvisionnement en l'eau dans les États arabes	CESAO	370,0	113,8	31
U	La technologie de la chaîne de blocs au service du commerce et de la compétitivité	CESAO	663,0	95,8	14

Abréviations : CEA = Commission économique pour l'Afrique ; CEE = Commission économique pour l'Europe ; CEPALC = Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes ; CESAO = Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale ; CESAP = Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique ; CNUCED = Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ; DESA = Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ; ONUDC = Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ; ONU-Habitat = Programme des Nations Unies pour les établissements humains ; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement ; PNUE = Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Tableau 4

Projets financés au moyen des crédits ouverts au chapitre 35 (Compte pour le développement) du budget-programme de 2023 (quinzième tranche) au 30 avril 2023

Titre du projet	Entité de réalisation	Montant approuvé	Dépenses	Taux d'exécution	
		(A)	(B)	(pourcentage)	
		(Milliers de dollars des États-Unis)		$[(B)/(A)] \times 100$	
A	Croissance économique durable et profitant à toutes et à tous, dans une société où tous les âges ont leur place, au sortir de la pandémie de COVID-19 en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes	DESA, CEPALC, CESAP	880,0	0	0
B	Des stratégies nationales de relèvement intégrées et cohérentes qui favorisent l'inclusion sociale, la stabilité macroéconomique, une gouvernance efficace et la protection de l'environnement dans certains petits États insulaires en développement	DESA	700,0	17,5	3
C	Inverser la tendance à la déforestation : bâtir des partenariats pour lutter contre l'intensification des effets des changements climatiques, des incendies de forêt et des zoonoses	DESA	600,0	0	0
D	Quantifier la coopération Sud-Sud pour mobiliser des fonds au service de la réalisation des objectifs de développement durable	CNUCED	800,0	0	0
E	Aider les pays d'Afrique et d'Asie qui sont en voie de satisfaire aux critères de reclassement des pays les moins avancés à faire des progrès structurels sur le plan économique de sorte qu'ils puissent être reclassés et consolider leur situation après reclassement	CNUCED, CEA	900,0	0	0
F	Système automatisé de traitement des envois de secours d'urgence permettant de coordonner et de faciliter de manière innovante les envois de secours en cas de catastrophe dans la région du Pacifique	CNUCED	650,0	0	0
G	Financer des solutions fondées sur la nature en vue d'une relance verte et inclusive en Amérique latine	PNUE	500,0	0	0
H	Des cadres de gestion des déchets plus respectueux de l'environnement et plus sûrs en Afrique	PNUE	500,0	0	0
I	Mettre l'urbanisation au service d'un relèvement plus résilient, inclusif et vert dans les pays les moins avancés francophones	ONU-Habitat	500,0	0	0
J	Rebâtir des systèmes de transport et de mobilité urbaine sûrs, durables et résilients dans les régions en développement sans littoral des Balkans occidentaux et d'Asie centrale	ONU-Habitat, PNUE, CEE	940,0	0	0
K	Méthodes innovantes de surveillance de la biodiversité et étude de l'impact des paiements pour services liés aux écosystèmes en vue de meilleurs accords économiques pour les communautés autochtones de la forêt amazonienne	ONUDC	300,0	0	0
L	Élargir la marge de manœuvre budgétaire dans les villes pour un relèvement résilient et qui profite à toutes et à tous après la COVID-19 en Afrique	CEA, ONU-Habitat	940,0	0	0
M	Mesurer et endiguer les flux financiers illicites	CEA, CEPALC, CESAP, CESAO	1 500,0	0	0

Titre du projet	Entité de réalisation	Montant approuvé	Dépenses	Taux d'exécution
		(A)	(B)	(pourcentage)
		(Milliers de dollars des États-Unis)		$[(B)/(A)] \times 100$
N Chaînes de valeur circulaires pour les produits forestiers et solutions fondées sur la nature en Asie centrale et dans le Caucase	CEE	500,0	0	0
O Accès équitable aux services d'alimentation en eau et d'assainissement pour tous et toutes et dans tous les contextes et renforcement de la résilience climatique dans le secteur de l'eau et de l'assainissement	CEE	500,0	0	0
P Pour une gestion durable de l'eau qui profite à toutes et à tous : réseau et observatoire régionaux	CEPALC	730,0	0	0
Q Systèmes de santé résilients assortis d'une couverture sanitaire universelle en Amérique latine et dans les Caraïbes	CEPALC	567,6	2,0	0
R Intégration et coopération régionales visant à promouvoir un accès équitable à des vaccins, à des tests de diagnostic et à des traitements d'un coût abordable en Asie et dans le Pacifique	CESAP	650,0	10,0	2
S Renforcer les investissements au profit d'une action climatique équitable et accélérée dans le cadre du relèvement post-COVID-19	CESAP	650,0	0	0
T Accroître le potentiel des petites et moyennes entreprises de la région arabe	CESAO	350,0	0	0
U Des plateformes de simulation dynamique propres à améliorer le classement des pays de la région arabe selon les indicateurs internationaux	CESAO	350,0	0	0
V Utilisation de la prévision et de l'analyse des grandes tendances à l'appui de la prise de décisions concernant les objectifs de développement durable dans la région de la CESAO	CESAO	350,0	0	0

Abréviations : CEA = Commission économique pour l'Afrique ; CEE = Commission économique pour l'Europe ; CEPALC = Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes ; CESAO = Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale ; CESAP = Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique ; CNUCED = Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ; DESA = Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ; ONUDC = Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ; ONU-Habitat = Programme des Nations Unies pour les établissements humains ; PNUE = Programme des Nations Unies pour l'environnement.